

Brochure

MONSEIGNEUR DELAMAIRE

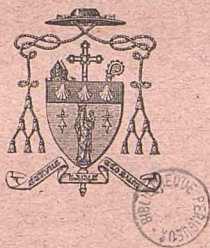
ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX ET DE SARLAT

LES CATHOLIQUES

ET LES

ÉLECTIONS DE 1906

DEUXIÈME ÉDITION



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE CASSARD JEUNE

Rue Denfert-Rochereau, 3, près de la Cathédrale.

1904

Prix : 10 centimes.

Voir ci-contre les Prix de Propagande.

LISEZ ET FAITES LIRE

OUVRAGES DE Mgr DELAMAIRE :

LE FRANC-MAÇON,

VOILÀ L'ENNEMI !

Discours prononcé à Lille en novembre 1903, et dont les accusations portées contre la *Secte maçonnique* ont été confirmées par des faits récents, d'une façon si écrasante pour elle.

Paris, 3, rue Bayard : l'unité, **0,25** ; le cent, **10** fr. ; le mille, **60** fr.

CONSEILS AUX PROSCRITS

L'auteur démontre aux religieux et religieuses dispersés qu'ils ne doivent pas s'exiler, mais rester en France, où une foule de ministères les appellent pour des œuvres nouvelles et très fécondes.

Cette brochure est toujours d'actualité et sera consultée avec fruit.

Paris, rue Bayard, 3. Prix : **0,30**, port compris.

LES CATHOLIQUES

ET LES ÉLECTIONS DE 1906

Prix de propagande :

L'unité.....	0 fr. 10	— Franco.....	0 fr. 15
La douzaine.....	1 fr.	» — —	1 fr. 50
50 exemplaires.....	3 fr. 50	— Franco en gare.....	4 fr. 10
100 —	6 fr.	» — —	6 fr. 80
500 —	25 fr.	» — —	28 fr. 10
Le mille.....	40 fr.	» — —	45 fr. 80

Conditions spéciales pour les demandes de deux mille et au-dessus.

Demander à M. CASSARD, imprimeur, Périgueux.

Delamaire
4613

MONSEIGNEUR DELAMAIRE

ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX ET DE SARLAT

LES CATHOLIQUES

ET LES

ÉLECTIONS DE 1906

DEUXIÈME ÉDITION



545
BIBLIOTHÈQUE
DE LA VILLE
DE PÉRIGUEUX

PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE CASSARD JEUNE

Rue Denfert-Rochereau, 3, près de la Cathédrale.

1904

E.P

PZ 545

C 0002810506

LES CATHOLIQUES

ET

LES ÉLECTIONS DE 1906

Les élections de 1906 et leur immense portée.

Ceci n'est pas un livre, un programme, une harangue, c'est un appel pressé, pressant, à la grande lutte pour la vie nationale et catholique, lutte que les nécessités de l'histoire ont engagée chez nous et qui nous réclame tous sans exception.

Les armées en présence, après maintes escarmouches, après plus d'un sérieux et rude combat, non sans ruines et sans victimes, s'acheminent lentement vers une date irrévocablement fixée où elles devront, bon gré mal gré, se rencontrer dans un choc redoutable et quasi définitif, s'il y avait sur terre des batailles d'idées qui fussent définitives.

Les forces rivales sont, d'une part, la Juiverie maçonnique, lisez l'ambition et la vénalité, et, de l'autre, la France chrétienne qui reconnaît comme siens tous les hommes d'idéal et d'abnégation, depuis le croyant justement jaloux de son orthodoxie et de sa douce charité universelle, jusqu'au libre-penseur gouaillieur, mais resté patriote, et qu'une cornette de sœur d'hôpital ou un drapeau français flottant au vent font quelquefois pleurer comme un enfant.

L'heure troublante du cruel conflit, désormais inévitable, vers lequel se dirigent tous les mouvements des troupes entrées en campagne, c'est l'année 1906, celle des élections générales prochaines.

Il faudrait être aveugle pour nier qu'à cette époque la France vivra une des pages les plus graves de son histoire. C'est, d'ailleurs, la conviction de tous les partis. Aussi chacun d'eux s'arme-t-il, entasse-t-il ses munitions et cher-

che-t-il à occuper de bonnes et solides positions, d'où l'on ne puisse le déloger.

La question qui se pose, d'ores et déjà, et que la prochaine consultation électorale tranchera, est celle-ci : La France restera-t-elle la terre classique du bon sens et de la tolérance, de la paix familiale et du progrès par le travail, de l'expansion chrétienne et civilisatrice ? ou va-t-elle tout à coup verser dans le trou béant du collectivisme, vers lequel la haute Juiverie et les haut gradés maçonniques, soigneusement cachés derrière leur masque, la poussent pour la détrousser et s'enrichir de ses dépouilles, après l'avoir déshonorée (1) ?

Certaines grandes batailles dans notre passé furent terribles et angoissantes ; celle qui se livrera autour des urnes, dans quinze mois, le sera avec une énergie et une intensité bien autres. Tout ce qui pense, chez nous, en a la certitude, la vision, la hantise. C'est que, jadis, on se battait pour protéger ou affranchir le territoire, et que, cette fois, l'enjeu de la bataille ce sera l'âme même de la France.

Certaines fautes passées rendent nécessaire leur préparation immédiate.

Les catholiques de France, à côté de belles actions qu'ils ont pu mettre à leur actif dans le dernier siècle, comptent, hélas ! beaucoup de fautes, dont une notamment très regrettable et très générale : *c'est d'avoir déserté le devoir politique*. On a bien accusé les moines et les prêtres d'avoir fait une part trop large au souci de ce devoir, mais les accusateurs, sans doute, n'ont pas manqué de rire secrètement de la

(1) Je ne veux pas évoquer, ici, ni surtout commenter les récents débats de la Chambre sur « les fiches militaires du Grand-Orient », tenant à conserver à ce travail son caractère de thèse générale ; mais je ne puis pas, cependant, me défendre de rappeler ce que je disais à Lille, en novembre 1903, sur l'espionnage maçonnique.

Quelques-uns, alors, me taxèrent d'exagération ; aujourd'hui, c'est le Suprême Conseil de la Maçonnerie lui-même qui se fait gloire des pratiques que je flétrissais. Libre à lui, d'ailleurs ; quant à moi, je ne demande qu'une chose, c'est qu'il continue de s'afficher ainsi, car, au terme de ses impudentes déclarations, je vois l'effondrement de la secte.

créance accordée par les foules à cette habile et trop mensongère affirmation. La vérité, c'est que les uns et les autres ont été frappés hier ou le seront demain, précisément parce qu'ils n'ont pas voulu faire de la politique, quand il le fallait, et comme il le fallait. Si, de gauche ou de droite, on voulait nous contredire, nous demanderions qu'on nous citât les cours de morale dans nos écoles, nos collèges et nos catéchismes, où le clergé, tant régulier que séculier, avait l'habitude de parler, avec quelque étendue et périodicité, des graves responsabilités de la conscience chrétienne en matière d'élection et de représentation politiques (1) ?

La chaire chrétienne, dans la majeure partie du pays, avouons-le, a été presque muette sur ces sujets, surtout depuis cinquante ans. Or, le silence des maîtres sur une question, c'est, pour les disciples, la nécessité de l'ignorance. Il n'y avait pas lieu, évidemment, de remplir les chaires de nos écoles et de nos églises de discussions passionnantes concernant les institutions du moment, les lois ou les personnes ; mais il eût fallu exposer consciencieusement les principes de la morale sociale et en saturer les âmes ; on ne l'a pas fait. La conséquence, c'est que le citoyen chrétien ou même le simple citoyen n'existent, pour ainsi dire, plus chez nous. Or, si nous voulons avoir, en 1906, des élections meilleures et réparatrices, il faut commencer par refaire des citoyens. Il faut que nos catholiques, surtout, réapprennent à dire : « Je suis citoyen français » avec la même conscience de la noblesse, de la puissance et de l'intangibilité de ce titre qu'avait au cœur l'apôtre saint Paul, quand il invoquait sa qualité de citoyen romain devant un tribunal abusant contre lui de ses pouvoirs.

(1) Une simple question posée, en passant, à nos directeurs d'écoles et de collèges. Pourquoi sont-ils si peu qui aient introduit dans leurs maisons l'usage du *Manuel civique* ? Ils auraient pu en composer un selon les principes de la philosophie chrétienne et ils ne l'ont pas fait, du moins en général. Pendant ce temps là, les Aulard et les Bayet rédigeant, pour les écoles qui subissent leur influence, des Manuels qui sont de vrais pamphlets calomnieux et violents, dont le but visible est d'éteindre dans les âmes la dernière étincelle de civisme chrétien qui pourrait y sommeiller encore. Cette méconnaissance d'un grave devoir n'est-elle pas douloureuse et n'explique-t-elle pas, en partie, la stérilité sociale de certains de nos anciens élèves ?

La première condition pour réaliser cette indispensable transformation, c'est que tout catholique sérieux et pratiquant réfléchisse que, dans l'état actuel de notre société française, le plus urgent de tous les devoirs sociaux, qui sollicite sa conscience, au nom et de la part de Dieu, *c'est le devoir politique*, devoir qui, fidèlement et sagement rempli, lui permettra de procurer aux hommes, ses frères : le pain quotidien, la paix, l'honneur, la liberté de la foi et le salut des âmes ; qui, négligé, livrerait l'individu et la société à leurs pires ennemis.

La deuxième condition, c'est que les catholiques, en masse, laïques et prêtres, hommes et femmes, ouvriers et patrons, pauvres et riches, se considèrent comme des apôtres de patriotisme chrétien auxquels le Christ a donné un mandat du salut et qu'ils ne tolèrent pas un seul jour, dans leur vie, où ils cessent de tendre à influencer, dans le sens d'une politique chrétienne, ceux qui les approchent.

Il faut que cet effort s'esquisse immédiatement et qu'il aboutisse à d'innombrables campagnes de presse, de conférences, de conversations entraînantes. Il faut que cet apostolat s'exerce partout, dans les salons et dans les ateliers, dans les rues et dans les champs, même dans les cafés et au milieu des marchés publics ; il faut qu'il étende sur le pays comme un immense réseau dont chaque catholique devienne une maille imperceptible mais fortement enveloppante, grâce à son union avec des milliers d'autres.

Si l'on tardait à agir, l'œuvre serait vaine ; car, puisqu'on prétend instruire tout un peuple, le temps devient pour cela un facteur nécessaire. Si les pluies fines et prolongées pénètrent, seules, la terre épaisse et dure, pour la féconder, seules aussi les vérités maintes fois répétées entrent dans l'esprit des foules, en chassent les préjugés et l'éclairent définitivement.

Nous avons quinze mois pour accomplir cette tâche énorme ; c'est bien peu ; mais, enfin, avec de la générosité, de l'entrain et la bénédiction de Dieu, jamais refusée aux ouvriers de bonne volonté, nous pouvons encore obtenir des résultats appréciables.

Inutile d'ajouter combien seraient, non pas seulement dignes de pitié et reprehensibles, mais absolument criminels,

ceux qui, par dilettantisme, puritanisme politique, répugnance pour le régime actuel, remettraient au lendemain leur concours, afin d'aider la patrie à s'arracher des mains de ses oppresseurs.

Le prêtre doit-il en général s'occuper de politique ?

Mais qui donc se mettra à la tête de ce mouvement, *qui donc pourra provoquer ainsi les catholiques à cette grave réforme ?* qui donc pourra obtenir d'eux qu'ils foulent aux pieds leurs préjugés et leurs répugnances ; qu'ils secouent leur torpeur et qu'ils déposent, enfin, leur absurde dédain pour la politique ? Cette salutaire initiative appartient, je n'hésite pas à le dire, d'abord, au clergé français. C'est lui qui, providentiellement, a été établi pour cette grande et belle entreprise. Il préférerait, peut-être, se dérober à la tâche et continuer de se confiner dans ses sacristies et dans ses réunions de dévotion, selon le conseil que lui donnent et son goût pour une paisible tranquillité, et la foule intéressée de ses ennemis ; mais, comme il n'est pas pasteur mercenaire, le cri des âmes en danger le réveillera, lui, le premier, et le jettera dans un corps à corps héroïque avec le loup dévorant dont parlait jadis le Christ, et qui, en ce moment, menace non pas seulement une brebis, mais le troupeau tout entier.

Oui, il faut que le clergé français se décide à s'occuper, lui aussi, lui surtout, des graves questions que soulève l'intérêt politique ; *et ce sont ses adversaires eux-mêmes qui l'y contraignent, en faisant de la politique une perpétuelle campagne de déchristianisation.* Quand la crise sera passée, quand le catholicisme français sera sauvé de la ruine par une défense désespérée, le prêtre pourra alors, avec bonheur, reprendre son œuvre spirituelle, mais non toutefois sans la perfectionner selon les conseils donnés plus haut.

En attendant, il est nécessaire qu'il entre dans la voie où, de toutes nos forces, nous l'appelons aujourd'hui.

La politique a besoin de la morale du prêtre.

Il le faut, d'abord, parce que la politique, à un certain point de vue général et très élevé, a visiblement besoin de lui.

Il n'y a pas, en effet, de champ où se développe l'activité humaine, enseignement, industrie, commerce, etc., qui exige, autant que la politique, le contrôle incessant, attentif et sévère de la Morale. N'est-ce pas sur ce terrain que se donnent rendez-vous toutes les passions humaines les plus viles et les plus nuisibles, orgueil, ambition, cupidité, mensonge, abus de la force et égoïsmes de toute espèce ? N'est-ce pas là aussi que les plus hautes vertus qui honorent l'humanité s'affirment, grandissent et conquièrent une maîtrise souveraine et incontestée sur toutes les autres, la loyauté, l'incorruptibilité, le dévouement à la chose publique et le courage civique ? Or, qui donc, autant que le prêtre et plus que le prêtre, a mission, talent et influence pour conserver intacts ces règles des mœurs qui, envers et contre toutes les passions, maintiennent indestructible, ici comme ailleurs, la distinction nécessaire entre le Bien et le Mal ? N'est-il pas par excellence la force éclairante et assainissante, rayonnant au-dessus de nos conflits quotidiens pleins d'innombrables bassesses, pour empêcher la politique humaine de devenir très vite un abîme et un cloaque ?

Les politiciens qui font le mal n'aiment pas à sentir l'influence du prêtre autour d'eux ou près d'eux. Ils le disent assez haut ; mais leur haine pour le prêtre est exactement la mesure de son utilité et des services qu'il est appelé à rendre sur le terrain où ils voudraient se cantonner à l'abri de tout contrôle de la conscience. Aussi, à leur grand déplaisir, le prêtre, rentrant dans de vieilles traditions, un peu trop abandonnées, aura-t-il soin de faire, désormais, une large part dans son ministère à l'exposé des principes qui régissent et dominant le devoir politique. Il dressera avec soin la liste, non tronquée celle-là, des vrais droits imprescriptibles de l'homme et du chrétien ; il rappellera souvent que l'intérêt privé et local doit être sacrifié à un intérêt contraire, mais grave et général ; il aura soin de redire sans cesse, entre

autres choses, que voter contre sa conscience un jour d'élection, ou dans une assemblée délibérante quelconque, c'est toujours une faute, une faute parfois très lourde dont on devra compte à Dieu un jour, et qui nécessitera à l'heure du repentir, pour être pardonnée, une réparation plus d'une fois très onéreuse.

De ce chef, et comme interprète des lois naturelles et divines, le prêtre, s'il y réfléchit sérieusement, comprendra qu'il ne peut sans forfaiture, surtout en présence des événements actuels, se dérober à une certaine haute direction morale de la politique. Sa conscience pastorale, qui est délicate et ferme, sera mise en demeure d'agir, par les faits ; et, enfin éclairée sur des obligations trop longtemps laissées dans l'ombre, elle s'empressera, sans crainte de rien ni de personne, de les remplir (1).

**La politique trouve en lui l'ami vrai du peuple,
le patriote ardent, le citoyen intègre.**

Mais le prêtre n'est pas seulement docteur en morale évangélique et, à ce titre, lumière sociale autant que foyer sancti-

(1) Le Cléricalisme abhorré dont l'astucieux F. M. agit si souvent le spectre-fantôme devant ses auditeurs de cabaret, et même devant des hommes que leur culture devrait protéger contre de si ridicules frayeurs, consiste-t-il vraiment dans l'influence des idées chrétiennes sur la politique ? Pas le moins du monde ! C'est le sens, il est vrai, que voudrait habilement lui donner la Secte ; mais traduire ainsi ce mot, c'est un pur contre-sens. Le Cléricalisme, c'est le prêtre supprimant le magistrat, c'est la direction pratique de la Mairie, de la Préfecture, etc., par le prêtre ; c'est cela, en bon français, et pas autre chose. Or, de ce régime personne ne veut, avec raison ! et le prêtre en veut encore moins que les autres ! Les anticléricaux établissent à dessein la confusion entre Cléricalisme et Catholicisme pour chasser l'un, grâce à l'éloignement qu'on peut avoir pour l'autre. C'est aux honnêtes gens de ne pas être assez naïfs pour se laisser prendre à cette ruse grossière. Pour ce qui me concerne, j'ai la prétention de n'avoir pas écrit une ligne dans cette brochure qui préconise le Cléricalisme proprement dit. Mon but est simplement d'amener les éducateurs du peuple, prêtres et autres, à *former de consciencieux citoyens, dont le prêtre sera toujours satisfait*, retenez bien ceci, même s'ils votent contre son opinion personnelle, à la condition qu'ils votent honnêtement et avec la préoccupation de procurer le plus grand bien.

ficateur des âmes qui aspirent au salut éternel ; il est encore l'ami passionné et le serviteur inlassable du peuple ; il est le patriote ardent et fidèle toujours ; il est un citoyen instruit, qui compte parmi les plus dégagés de toute passion mesquine et de toute coterie étroite.

Qui donc oserait prétendre aimer le peuple, c'est-à-dire l'ouvrier, le tout petit, le pauvre, comme le prêtre ? En leur présence et quand il les voit souffrir, son cœur, à chaque instant, n'éprouve-t-il pas comme des élans de tendresse, et ses yeux n'ont-ils pas de vraies larmes ? Quand devant lui on les opprime, on les blesse, on les méprise, son âme n'est-elle pas angoissée et l'indignation ne fait-elle pas rougir son front et frémir sa lèvre ? Il connaît, lui, les réels désirs de ce peuple et ses besoins profonds ; son affection, d'ailleurs, les lui découvre et son propre sang les lui révèle. N'est-il pas sorti, presque toujours, de ses rangs les plus infimes ? Et, par choix comme par inclination, n'a-t-il pas élu ses hameaux et ses usines pour y installer sa propre demeure ?

Patriote ardent. N'est ce pas lui qui créa l'âme de la Patrie française au cœur des Geneviève, des Clotilde, des Clovis, des saint Charlemagne et des saint Louis ? N'est-ce pas le clergé français qui suscita Jeanne d'Arc, puis la Ligue ? qui, en 89, offrit spontanément une partie de ses biens à la Patrie pour la sauver de la banqueroute, et qui lui donna ensuite des flots de son sang si pur, en 93, pour expier certains crimes sociaux plusieurs fois séculaires ?

Il est tellement patriote qu'il reste le défenseur énergique et héroïque de son pays, même quand il en est chassé, comme aujourd'hui, ou quand il n'en reçoit que la misère et la mort.

Citoyen de premier ordre aussi, car s'il entend ne désertier aucun des devoirs que la vie sociale lui impose et invoquer tous les droits que la loi lui confère, il n'a pas l'étroitesse d'esprit de se mettre en travers des vrais grands courants populaires. Ce que veut son pays, il le veut avec lui, persuadé, au regard de l'Evangile et de l'histoire, qu'on peut demeurer honnête homme et faire son salut sous tous les régimes.

Tels sont nos prêtres français dans leur immense majorité. Or, ne serait-ce pas une erreur grossière et presque un mal-

heur national que de refuser à de tels hommes leur part d'influence, d'ailleurs discrète et mesurée, sur ceux de qui dépendent les affaires publiques et ainsi indirectement sur ces affaires elles-mêmes ?

Poser la question, c'est, il me semble, la résoudre.

1^{re} Objection : La politique n'est-elle pas interdite au prêtre si l'on voit en lui un fonctionnaire ?

Il y a cependant à cette intervention du clergé dans le temporel quelques objections que nous ne pouvons pas laisser sans réponse.

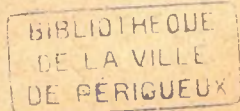
Le clergé, dit-on, étant rétribué par l'Etat et ayant, à cause de cela, rang de fonctionnaire, ne peut ni ne doit, en quoi que ce soit, s'occuper de ce qui confine à la politique.

Nous devons, d'abord et avant tout, protester de toutes nos forces contre cette prétention persistante de transformer le prêtre en simple fonctionnaire ordinaire.

Il est vrai que l'Etat le paye ; mais l'Etat, en cela, il ne faut pas l'oublier, ne fait qu'acquitter une dette sacrée et incontestable. Le Clergé, qui, en 89, lui a consenti les plus grands sacrifices par dévouement à la chose publique, en reçut la promesse formelle d'une rente perpétuelle et équivalente aux dépenses nécessitées par l'exercice du Culte en France. L'Etat, par le budget, remplit tout simplement l'obligation contractée alors, et l'argent qu'il verse au Clergé, loin d'être une faveur, n'est qu'un dû.

Il serait singulier et fort peu honorable pour la France, aux yeux de tout esprit impartial, qu'elle envisageât les choses autrement, et que sa signature, après un siècle passé, n'eût plus de valeur. Ce serait, en même temps, peu rassurant pour les millions d'ouvriers ou de petites gens économes qui, inscrits au Grand Livre, ont cru pouvoir donner à l'Etat leur confiance et attendre de lui le service régulier de leurs modestes rentes.

D'ailleurs, si le Gouvernement, se targuant de sa force brutale, en venait à renier sa signature, nous aurions, nous, le



droit, dans ce cas, tout en laissant tranquilles les particuliers, acquéreurs des anciens biens d'Eglise, de lui faire remarquer qu'il détient encore pour plusieurs centaines de millions d'immeubles ecclésiastiques et qu'en bonne justice, les clauses d'acquisition étant inobservées, il doit rendre tout cela à qui de droit (1).

S'il y a encore d'honnêtes gens parmi nos adversaires, comme nous le supposons, nous livrons à leur probité l'appréciation de ce fait matériel et de ses conséquences nécessaires devant la conscience publique.

Enfin, admettons même qu'on ne nous dût rien, et que le Budget des Cultes fût un don spontané de l'Etat motivé par l'incontestable utilité publique d'un Clergé enseignant la morale, ce ne serait cependant pas au nom du Gouvernement que ce Clergé prêcherait Jésus-Christ, ses lois et ses sacrements ! La mission du prêtre vient évidemment d'ailleurs, et si on tient absolument à ce qu'il soit fonctionnaire parce qu'il remplit une fonction, nous y consentons, mais à la condition qu'il ne soit fonctionnaire que de l'Eglise.

L'Etat, d'ailleurs, loin d'interdire la politique au fonctionnaire, lui en fait trop faire.

Mais là n'est pas la vraie question, car on peut s'inscrire en faux contre ces considérations, et, pour le besoin de la mauvaise cause plaidée, nous déclarer fonctionnaires malgré nous avec les obligations incombant, dit-on, à ceux-ci. Eh bien, cela ne serait pas du tout pour nous gêner, car nous ne voyons pas au nom de quel article de la Constitution un fonctionnaire prêtre, professeur ou gendarme, pourrait se voir enlever l'un quelconque de ses droits de citoyen et surtout celui de se mêler à sa guise des questions politiques de son

(1) Ces immeubles sont aujourd'hui des casernes, des musées, des lycées et des préfectures ; il leur est annexé des bois, des champs, des vignes, d'où l'Etat tire d'assez jolis revenus. Celui-ci, ne servant plus les rentes des biens qu'on lui a cédés conditionnellement, doit les restituer à leur propriétaire, l'Eglise ; c'est de toute évidence, du moins pour des gens sans parti pris.

pays. Et, sur ce terrain, c'est le Gouvernement lui-même qui nous donne le champ libre. Est-ce qu'il n'est pas évident, pour tous, en effet, que les magistrats, instituteurs, cantonniers et beaucoup d'autres sont, malgré certaines circulaires nées caduques, ses courtiers politiques permanents, quand ils veulent bien accepter ce rôle ? Or, au moment même où il viole ainsi l'esprit de la loi pour faire la politique qui lui plaît, avec l'aide de certains fonctionnaires, peut-il être reçu à se plaindre des autres qui, ne violant aucune loi, et sans sortir des limites de la vie privée, défendent ce qu'ils aiment, par la plus licite et la plus loyale des interventions ?

C'est qu'en effet c'est le droit naturel, autant que légal, des fonctionnaires de s'occuper des affaires de leur pays. Ils doivent même, à un certain point de vue, s'en soucier plus que les autres ; car, serviteurs attitrés du peuple, payés par l'impôt, ils doivent, plus que personne, chérir la patrie et travailler à la grandir, en usant honnêtement de toute leur influence personnelle pour cela.

Evidemment, les Etatistes ne verraient aucun inconvénient à ce que les prêtres eux-mêmes fissent de la politique, si, comme plusieurs chefs ou employés des administrations publiques, ils renonçaient à penser librement pour se faire les propagateurs successifs de toutes les pensées ministérielles, passant sans vergogne du bleu au rose, puis à l'écarlate, avec la même conviction feinte et le même enthousiasme de commande.

Mais le clergé n'a pas l'habitude d'entendre ainsi les choses. Il se tait complètement, ou, alors, s'il parle, c'est pour approuver le bien et blâmer le mal. Il sait, et mieux que beaucoup d'autres, pour toutes sortes de raisons, que s'indigner contre certains ministres qui parfois, sans le vouloir, compromettent l'avenir de l'Etat, c'est faire preuve du plus élevé et du meilleur des civismes. Il sait, l'histoire ancienne et moderne en mains, que tous les ministères, même les plus nuisibles au bien général, ont eu, chacun à leur tour, la prétention d'incarner l'intérêt de l'Etat et d'exiger qu'on fit, pour les conserver, autant de sacrifices qu'on en ferait, dans une monarchie, pour garder la dynastie régnante. Il sait aussi qu'à ce compte, il suffirait d'une demi-douzaine de ministères d'arri-

vistes, soutenus par des majorités semblables, pour tuer un pays.

Il sait, enfin, qu'un changement de ministère faisant à peine baisser la Bourse, ne ressemble en rien à une révolution, et qu'on peut se donner la satisfaction d'y aider sans nuire aux intérêts de la Patrie. Nous en avons usé plusieurs douzaines depuis 1870, et nous n'avons pas encore vu, grâce à Dieu, de barricades dans les rues, à cette occasion.

Un fonctionnaire, prêtre ou non, peut donc éprouver une antipathie raisonnée et active pour un ministère, voire même pour son propre ministre, sans cesser d'être un parfait et idéal citoyen, sans commettre l'ombre même d'une indélicatesse. Il suffit, pour cela, que son opposition se renferme dans le domaine privé et qu'elle garde la mesure et les convenances nécessaires.

Indignations peu sincères des anticléricaux.

Mais, vont s'écrier les feuilles à la dévotion des Loges, peut-on tolérer le scandale de cette opposition faite au Gouvernement par des gens qu'il paye de ses deniers? A voir ces colères, peu sincères d'ailleurs, on croirait, n'est-ce pas? que les honoraires des employés de l'Etat sortent de la poche de MM. les ministres ou de MM. les percepteurs, et que cet argent n'est pas, bel et bien, celui de la France. Or, c'est précisément par amour pour cette chère France et par dévouement à sa cause que nous réclamons en faveur de ses premiers et de ses plus nobles serviteurs, les fonctionnaires quels qu'ils soient, le droit de chercher à la débarrasser d'hommes néfastes et de lois injustes qui pourraient la faire pencher vers les pires divisions intestines et vers la ruine.

Nos publicistes anticléricaux, qui préconisent tant le *libre examen* en matière de religion et de philosophie, et que mon langage va, sans doute, exaspérer, seraient bien de se réclamer, un peu plus souvent, du dit libre examen en matière politique au bénéfice de ces pauvres fonctionnaires, au lieu de les envelopper, comme ils le font, de leur odieux espionnage et de les faire frapper si durement à la moindre

velléité d'indépendance vis-à-vis de leurs divers maîtres de passage.

Nous ne verrions pas alors des carrières, honorables en elles-mêmes et très considérées jadis, se transformer, en galères infamantes pour les nombreux honnêtes gens qui ne peuvent en sortir encore ; nous ne verrions pas ces mêmes carrières devenir, peu à peu, comme la terre promise des âmes à vendre ou des consciences éteintes.

Il nous souvient, à ce propos, que les journaux et les orateurs radicaux avaient de fières et bruyantes indignations jadis quand, sous la Royauté ou sous l'Empire, les préfets poursuivaient de leurs tracasseries quelque humble maire de village républicain, quelques professeurs ou fonctionnaires, un peu trop libres dans l'expression de leurs idées.

Nous voudrions bien entendre ces mêmes libres-penseurs défendre aujourd'hui les catholiques de tout rang et leurs prêtres contre les tyrannies illégales du pouvoir ; mais c'est en vain que nous attendrions cette preuve de leur sincère libéralisme ; ces gens-là ne comprennent et n'aiment la liberté que pour eux tout seuls et pour leurs seules idées. Tant qu'ils ne l'ont pas, ils la réclament ; quand ils la possèdent, cela leur suffit ; et ils s'empressent de la refuser aux autres ou même de la leur enlever.

Conclusion : que les fonctionnaires, prêtres ou non, ne se laissent pas intimider ; qu'ils secouent, surtout, le joug intolérable de l'embrigadement et du courtage obligatoires en politique, quand on veut le leur imposer ; et, qu'avec tact et dignité dans la forme, cela est toujours supposé, ils servent leur patrie aimée en usant de tous les droits inscrits pour eux dans la loi.

2^{me} Objection : La soumission du prêtre et du catholique au Pape, en religion, n'en fait-elle pas les esclaves d'un étranger en politique ?

Mais, insiste-t-on, le prêtre est inapte à traiter les affaires du pays, ne pouvant plus, à raison de ses engagements et de ses vœux, suivre les décisions de sa raison, ayant son intelligence prisonnière du dogme et esclave d'un étranger, le Pape.

Ceci, disons-le tout de suite et d'un mot, est aussi absurde que lâchement insolent.

Le dogme politique du prêtre, on le connaît, c'est qu'il faut rendre à César ce qui est à César ; c'est que tout pouvoir loyalement et non frauduleusement établi reçoit de Dieu mission de commander et droit au respect, fût-il représenté par un Julien l'Apostat ou par un Copronyme ; c'est que les hommes doivent s'aimer comme des frères, s'entr'aider les uns les autres et même se pardonner largement et indéfiniment leurs mutuels écarts. C'est là tout le code social de l'Evangile, lequel pourrait être signé par le moins religieux des économistes comme par le plus libre-penseur des hommes d'Etat, parce que, d'un bout à l'autre, il n'est que la raison suprême traduite en de claires, fécondes et sublimes formules.

Quant au Pape, oser dire qu'il est un étranger pour des catholiques et surtout pour des Français, c'est absolument intolérable, car si une puissance se présente comme un modèle de fidélité à la France, c'est bien la Papauté, qui seule, peut-être, ne nous abandonna jamais, surtout dans les mauvais jours de notre histoire. En tout cas, qu'est-ce que cette autorité du Pape, si ce n'est l'autorité propre de l'Evangile, autrement dit, de la Raison elle-même que le Christ a faite sienne en confirmant la loi naturelle ? Il parle quelquefois de politique, il est vrai, mais c'est toujours en se renfermant dans les limites des principes et des doctrines indiscutables. Si l'on m'objecte que de temps à autre il descend de ces régions élevées vers des applications pratiques, je l'avouerai sans difficulté, mais je ferai remarquer que lui-même, alors, quand la logique n'impose pas des conclusions certaines, nous prévient qu'il cesse de commander pour n'être plus qu'un très paternel et très sage conseiller (1).

(1) La diplomatie européenne s'étonne grandement, depuis quelques mois, de la fidélité chevaleresque de Pie X à la France. Tandis que le Gouvernement français parle du Pape en pleine tribune, on sait dans quels termes, tandis qu'il le laisse insulter de la façon la plus grossière par les journaux de ses amis, Pie X continue de défendre les intérêts français avec la dernière énergie, allant même parfois plus loin que Léon XIII dans ce sens. C'est à cette politique toute paternelle que se

La liberté du citoyen catholique, en matière politique, n'est-elle pas d'ailleurs de notoriété publique pour tous les esprits impartiaux et un peu documentés en histoire, soit ancienne, soit récente? Qui ne se souvient, à ce sujet, de la réponse topique qu'adressait récemment à M. Clémenceau le distingué sénateur du Morbihan, M. de Lamarzelle? Ne faisait-il pas remarquer à son interlocuteur que, sans être du tout traité d'hérétique, il avait pu refuser de se rallier à la République, malgré les avis réitérés de Léon XIII? Qui donc, encore, a oublié la lutte tragique du centre allemand contre le Chancelier de fer et son refus persistant, encouragé par les Evêques, de lui aplanir le chemin de Canossa par les concessions que réclamait le même Léon XIII? Ils résistèrent au Pape sur ce terrain de politique pratique, très respectueusement, il est vrai, mais très fermement et sans sortir de l'orthodoxie. Même attitude ne fut-elle pas gardée par les catholiques belges, il y a quelques années?

En somme, le prêtre et le catholique sont cent fois plus libres sur le terrain politique que ne le sont les députés francs-maçons en surveillance de Loge ou les pauvres fonctionnaires menacés de disgrâce, s'ils s'avisent de broncher un instant.

3^{me} Objection : L'impopularité du Clergé sur le terrain politique nuira aux causes qu'il veut défendre.

Dernière objection beaucoup plus grave et beaucoup plus spécieuse que les autres. Si le Clergé intervient dans la politique, ce sont les causes mêmes qui lui sont chères qui en souffriront, à raison de son extrême impopularité. La France, dit-on, est profondément anticléricale, et ne veut absolument pas que le prêtre se mêle de ses affaires.

Disons tout de suite que, si, dans un coin du pays, nous nous

réfèrent le rattachement total de l'Oubanghi à la direction des Pères du Saint-Esprit, le maintien de notre situation privilégiée en Chine, le règlement de multiples décisions pontificales au Dahomey et au Congo.

trouvions en face d'un brave curé qui, par exception, manquaît de tact et fût peu sympathique, ou encore en face d'une population imprégnée jusqu'aux moelles des idées anticléricales, nous serions les premiers à réclamer que le curé de céans se tint entièrement à l'écart de tous les conflits qui partagent les esprits autour de lui (1).

Cette hypothèse se présente, évidemment, de temps à autre, je n'en disconviens pas ; mais j'affirme, en même temps, qu'elle n'est pas du tout à généraliser, quoique certains puissent dire, et j'ai des preuves dans le sens de mon opinion. Voici, en effet, de longues années que je suis en contact avec le peuple de notre vieux sol catholique. Je l'ai approché de très près dans les faubourgs de Paris, dans les usines et dans les campagnes, et je crois le connaître à peu près autant que bien d'autres, si non plus. Or, j'ai presque toujours trouvé que son anticléricisme avait pour origine, non pas ses jugements personnels, mais les suggestions venues du dehors. Supprimez comme par enchantement, dans une région déterminée, trois ou quatre journaux mangeurs de prêtres, cinq ou six fonctionnaires ou FF. MM. terroristes, qui, tous les jours, répètent aux ouvriers et aux petits commerçants qu'ils sont anticléricaux, qu'ils doivent l'être, les menaçant s'ils ne le sont pas, et vous verrez ces braves gens, dès qu'ils seront livrés à eux-mêmes, déposer peu à peu leur farouche anticléricisme.

Un exemple : voici un champ d'expérience quelconque, tel bourg pourri de la Libre-Pensée qui, à vos yeux, semble être une vraie citadelle pour nos ennemis ; obtenez que votre évêque envoie là un prêtre doux et bon, large d'idées

(1) Nous avons aussi des paroisses bien conservées au point de vue culturel et dotées de curés choisis, où, sans qu'on s'en doute, l'esprit général a été tellement faussé par toutes sortes d'infiltrations césariennes et maçonniques, que le moindre mot qu'on y prononce se rapportant de loin à la politique choque et scandalise même les hommes les plus prudents. Là encore, le prêtre devra user de prudence dans son langage et dans sa conduite ; mais, là, en même temps, il devra revenir à l'enseignement de la morale sociale si regrettablement abandonné. Toute « sa politique » consistera à se montrer, plus que jamais, le serviteur empressé et utile du peuple, et, dans la mesure de ses forces, à vivre en vrai saint ; et cette politique n'est, certes, pas la moins influente.

et discret, qui, sans être un orateur, possède une parole claire, évangélique, utile. Qu'il reste là deux ou trois ans, occupé uniquement à soigner le côté pieux et charitable de son ministère, et, ce laps de temps écoulé, rendez-moi compte avec sincérité de l'état d'esprit d'avant et de l'état d'esprit d'après ; vous me direz alors si, huit fois sur dix, l'anticléricalisme n'aura pas notablement reculé au sein de cette population (1).

La vérité, c'est que l'électeur, en présence du prêtre, est un peu (qu'on me pardonne cette comparaison familière) comme le mari devant sa ménagère. Il ne demande pas mieux que de suivre ses excellents conseils, mais à la condition qu'il mette des formes en les donnant et qu'il n'ait pas l'air de le conduire d'autorité. Ce qui équivaut à dire que *toutes les fois que le prêtre, restant dans son rôle traditionnel, se contentera de poser solidement les principes et qu'il laissera à ses fidèles le soin de tirer eux-mêmes les conclusions*, il sera toujours écouté et souvent suivi. Où voir, dans une telle attitude des populations à son égard, quoi que ce soit qui ressemble à de l'anticléricalisme aigu ? Je le demande. D'ailleurs, nos propres adversaires s'empressent de nous éclairer très abondamment sur ce sujet.

Le Clergé, au contraire, est souvent si populaire que les politiciens de métier le redoutent ou tâchent de le gagner.

Si le prêtre était aussi impopulaire qu'ils le prétendent et que sa présence au milieu des combattants de la bataille politique, pour les éclairer et les assagir, dût tout à fait ruiner son crédit, comment expliquer que ses ennemis l'en détournent avec tant de soin ? Ne devraient-ils pas, au contraire, l'y

(1) Je sais un curé des environs de Paris qui, en moins de deux ans, sans s'en occuper directement, a modifié à fond l'état politique de sa paroisse. Cette paroisse, qui compte 33,000 âmes, était, cependant, la citadelle du collectivisme et de l'anarchie aux portes de la grande ville.

engager à fond pour le perdre ensuite tout à fait ? Mais non, ils s'efforcent sans cesse de l'en écarter par toutes sortes de procédés hypocritement bienveillants ou rudement comminatoires, comme s'ils étaient profondément convaincus de sa réelle et grande influence.

Et puis, combien de députés radicaux, voire même socialistes, qui n'hésitent pas à venir mendier secrètement ou ostensiblement l'appui de tel ou tel curé qu'ils savent très aimé de son peuple ? Ils sont des douzaines comme cela au Parlement, et des plus cotés, *à la honte*, il faut bien le dire, *des malheureux prêtres aveuglés par de maudites amitiés sur la valeur morale de tel ou tel député* qu'ils ont soutenu au moment de son élection.

Tout cela n'est-il pas fait, qu'on le reconnaisse, pour démontrer que si le clergé voulait simplement utiliser les droits que lui confère la loi en matière électorale, son action ne serait pas si négligeable que d'aucuns le prétendent ?

Mais il faut en venir aux conclusions pratiques et dire jusqu'à quel point et comment le clergé, sans compromettre en rien sa dignité ni l'intérêt de la religion, peut s'occuper de politique et exercer sur ce terrain une saine et utile influence.

Le prêtre, d'ailleurs, ne doit parler en chaire, au point de vue politique, que des principes généraux.

Il est certain, d'abord, que la chaire et les offices de l'église ne sont pas destinés à devenir les cadres de ce genre d'apostolat, si noble et si nécessaire qu'il soit. La chaire, c'est la montagne mystique d'où parle seul le Christ, perpétué dans le prêtre ; elle est faite, surtout, pour l'enseignement des principes et des applications générales, non pour les questions délicates qui mettent en conflit les intérêts compliqués d'un groupement déterminé. Il serait même sage, pour les sujets dont je parlais aux pages précédentes, et qui de droit appartiennent à l'enseignement intégral de la morale évangélique, mais dont le développement tend logiquement à diriger

l'attitude électorale de nos fidèles, d'en éviter le commentaire pendant les quelques mois qui précèdent une élection. Cette précaution, loin de nuire à l'assimilation de la doctrine catholique par nos auditoires de fidèles, augmenterait notablement, au contraire, sa force de pénétration dans les âmes.

Quand, d'ailleurs, on ne traite que des principes, je tiens à le faire remarquer, ce n'est pas là, à proprement parler, faire de la politique, même prononçât-on ce mot si désagréable à certaines oreilles trop chatouilleuses ; faire de la politique, c'est prendre part, au moyen de la parole et de l'action personnelle, à la critique des hommes publics, aux compétitions électorales, à l'élaboration plus ou moins immédiate des lois du pays, toutes choses qui ne seraient pas à leur place dans une église. Mais si je dissuade le clergé de faire ainsi de la politique en chaire, ce n'est pas, du tout, pour la lui interdire pratiquement ; c'est, au contraire, pour lui faire abandonner une mauvaise position stratégique et le diriger sur la seule bonne, la seule solide, celle d'où personne ni aucune loi ne pourra jamais le déloger : *l'action personnelle et privée.*

Quand le prêtre fait de la politique, ce doit être principalement dans ses relations privées.

Le champ de combat pour la Religion et pour la Patrie, pour les âmes et pour le peuple, où nous appelons le prêtre, le voilà. Ce champ s'ouvre devant lui large, clair et propice ; il peut y évoluer, non seulement le dimanche et au profit de quelques croyants, mais tous les jours de la semaine et pour tout le monde. Il y fera lui-même et mieux qu'eux souvent, parce qu'il a plus d'autorité, ce que nous conseillions tout à l'heure aux simples catholiques ; il les préparera surtout à le faire à sa suite, et là où il ne peut pénétrer. Chaque petit fait de sa vie quotidienne lui servira d'occasion à des causeries documentées et lumineuses : visites faites ou reçues, rencontres fortuites ou ménagées, lectures offertes ou déconseillées. A tout propos, il reviendra sur certains thèmes essentiels, expliquant, preuves en mains, que tout est menacé chez nous, travail de l'ouvrier, prospérité du commerce, liberté

des pères de famille. Il démontrera surtout, chose, hélas ! trop facile, que la France, devenue dans le monde comme un foyer de pestilence par ses faiblesses coupables à l'égard des violents du collectivisme et de l'anarchie, se trouve être, ou au moins sera demain, la grande gêneuse, que ses voisins, amis de la paix intérieure, redoutent et voudraient voir supprimée.

Il pourra même, et très justement, faire remarquer que les mêmes hommes qui, par une sorte d'aberration criminelle, s'emploient à faire craindre l'influence malsaine de notre pays, ne cessent d'affaiblir sa puissance militaire, comme si, au fond (ce qui n'est pas, nous voulons le croire), leur secret dessein était de le livrer sans défense à ses pires ennemis.

Enfin, si le Concordat est toujours sérieusement menacé, si surtout sa dénonciation a reçu un commencement d'exécution antilibérale, il aura le plus clair, le plus fort et le plus convaincant des arguments contre la vieille majorité que la candidature officielle a poussée au pouvoir. Ce sera un jeu pour lui, alors, de prouver que nos libres penseurs français du monde parlementaire, à part quelques honorables exceptions, ne sont qu'un immense syndicat de Juifs, de francs-maçons et d'athées, qui a juré la ruine du Catholicisme, c'est-à-dire de la Religion en France ; un jeu, de clouer au pilori tous les gros socialistes-châtelains qui font tant parade de leur amour pour le peuple et qui croient pouvoir se faire payer par lui, sur l'impôt, de splendides fauteuils dorés à l'Opéra et des trains spéciaux sur nos voies ferrées. Il ne manquera pas de mettre en regard de la grasse vie de ces coryphées de la Sociale leur indifférence pratique et réelle pour ce même peuple auquel, d'un trait de plume, ils enlèvent la direction morale de ses propres enfants par l'école athée obligatoire et dont ils veulent fermer les églises, parce que, là, à leur grand déplaisir, il vient prendre conscience de sa dignité, goûter de trop douces joies et chercher de trop réconfortantes consolations (1).

(1) Tout le monde a lu le projet de loi présenté par le Gouvernement lui-même pour remplacer le Concordat actuel. Sera-t-il voté ou non ? Nous

**La grande et habile politique du prêtre doit
consister, surtout, à décider les catholiques
à en faire.**

Quand le prêtre, objet d'injustes suspicions ou de graves menaces, ne pourra absolument pas se faire lui-même le héros de toutes ces vérités, il lui restera de tourner simplement la difficulté et de choisir pour interprète l'ami, le voisin, le client, ou quelque allié du citoyen qu'il veut affranchir de l'esclavage anticlérical.

D'ailleurs, point important sur lequel j'insiste et que je tiens à bien mettre en lumière, ce n'est pas précisément l'action directe du Clergé sur les électeurs en général que je préconise dans ces pages, mais son action sur les catholiques, qui, s'il parle clair, l'écouteront et marcheront. La mission du Clergé, c'est de les introduire en foule dans la politique, afin que, là, comme ailleurs, ils soient, par la pratique de la morale évangélique, le sel de la terre, le grand antiseptique des masses populaires ; c'est de faire disparaître totalement de leurs habitudes l'abstention, le vote au hasard, le vote de complaisance, le vote vénal ; c'est d'obtenir d'eux *qu'ils considèrent la démarche du vote municipal ou politique comme un devoir de religion* et comme l'un des plus graves de ceux qui pèsent sur leur conscience de chrétiens. Tant qu'il ne sera pas parvenu à ce résultat, rien de vraiment utile n'aura été fait, et c'est à cela que, à tout prix, il faut qu'il arrive (1).

l'ignorons. En tout cas, c'est un document hors prix en sociologie et qui nous révèle la vraie mentalité du parti au pouvoir.

Depuis l'empereur Julien, qui maintenant est dépassé de beaucoup, pas un Etat n'avait inventé une machine à étouffer la conscience religieuse, aussi perfectionnée et aussi puissante.

Il y a, dans cette série d'articles, comme une débauche d'oppression dont le seul aspect a dû faire frémir d'aise toute la Maçonnerie française. Au milieu de leurs malheurs, les catholiques français ont quelque gain à voir ainsi la Libre Pensée dévoiler toute sa hideur devant l'histoire, qui n'oublie rien !

(1) Les catholiques français jettent souvent des regards d'envie sur l'indépendance qu'ont su conquérir leurs frères de Belgique. Ils l'obtiendront, à leur tour, quand ils l'auront méritée comme eux. Je voyais récemment

Il importe aussi qu'il décide tous ceux qui forment l'élite intellectuelle et morale de la société religieuse à briguer le pouvoir à tous les degrés et sous toutes les formes, surtout les mandats représentatifs. Nous sommes sous un régime démocratique, sur un sol que nous n'avons pas choisi ; il faut, bon gré mal gré, vivre là et combattre sur ce terrain. Que ceux qui aiment sincèrement le Christ et le peuple prennent donc généreusement leur parti et qu'ils n'attendent pas ridiculement et lâchement la réalisation d'hypothèses compliquées et lointaines, pour se dévouer à l'un et à l'autre. Le Christ et la Patrie les appellent *hic et nunc*, tout de suite et là même, pour prouver leur attachement à ces saintes causes. Pourquoi réclamer des délais, poser des conditions ? Ce n'est pas ainsi qu'on agit, quand on croit et quand on aime ; l'appel une fois entendu, on répond : présent ; on prend sans observation sa place dans le rang et on se bat vaillamment sans même songer à la récompense.

Grâce à Dieu, nous avons des hommes de clairvoyance et d'abnégation qui déjà, depuis longtemps, ont compris cela et qui agissent d'après ces idées. Nous en avons même qui vont plus loin et qui s'inspirant des tendances démocratiques du jour, ne craignent pas de mettre en avant pour les fonctions électives de degré supérieur, Conseils généraux, Chambre, Sénat, des braves gens de situation modeste, mais profondément catholiques, et qui deviennent nos candidats ouvriers à nous, en face des autres. Ils démontrent ainsi, par des faits, que, dans nos rangs, les riches ne cherchent pas à accaparer les places, et que, surtout, ils n'ont ni défiance pour le peuple ni peur de lui. Ils prouvent que le vrai catholique n'est pas ambitieux, n'aime pas le pouvoir, mais y porte toujours volontiers les autres, sans jamais hésiter pendant

un haut personnage de l'aristocratie belge qui, convoqué par lettre de son comité électoral Gantois, n'a pas hésité à faire, avec onze de ses compatriotes présents à Rome, le voyage de cette ville à Gand, c'est-à-dire plusieurs milliers de kilomètres, uniquement pour déposer un bulletin de vote dans l'urne. On peut se demander combien de catholiques français seraient capables d'imiter cet exemple. Ce n'est, cependant, qu'au prix de telles énergies qu'on peut arriver à la délivrance.

à l'accepter lui-même, quand c'est pour le soustraire à des incapables et à des indignes.

Voilà ce que le Clergé français pense et doit redire sans cesse, en ce moment, voilà les doctrines dont il doit pénétrer ses fidèles et ses amis, voilà dans quel sens nous l'engageons à développer la prochaine campagne électorale et toutes celles qui suivront, tant que notre belle Patrie ne sera pas délivrée du joug judéo-maçonnique qui la déshonore et qui l'étouffe.

Le Clergé ne se rattache à aucun parti. Il ne veut servir que la France.

C'est bien, me dira-t-on. Vous poussez le Clergé à descendre dans l'arène politique ou, plus exactement, à y conduire les fidèles qui l'écoutent, mais qu'y vient-il faire ? Quel est son but, quel parti sert-il et à quoi se rattache son action ? S'il réussit au gré de vos désirs, quelles sont vos espérances ? Rêveriez-vous, par hasard, d'une sorte de démocratie théocratique ? Précisez !

Nous répondons : Le Clergé n'a pas de parti à servir, il n'est, il ne peut être et ne veut être que le serviteur de la France. Quand on se déclare pour la raison, pour la probité, pour la Religion, on ne se range dans aucun parti, parce que tous les partis honorables se réclament de ces grandes et belles choses.

Pour lui, le Clergé ne veut rien que le statu quo de son vieux Concordat, ou si on le brise, un peu de vraie liberté et de bienveillante tolérance. Mais pour la France, il se met à la suite de quiconque l'aime sincèrement, depuis le radical d'allure loyale et franche, qu'il s'appelle Maret ou Goblet, jusqu'aux braves et fidèles représentants des régimes disparus, les Cuverville, les Cochin et les Lasies, en passant par les hommes de la nouvelle école, les Piou, les de Marcère et leurs amis, c'est-à-dire, à la suite des Français qui mettent la France au-dessus de tout, au-dessus de la République, de la Monarchie et de l'Empire.

Son ambition et son espoir sont de conduire vers les charges publiques les hommes de bon sens, de modération et de

cœur, au détriment des agitateurs, des ambitieux et des militants de l'athéisme. Quand, chemin faisant, on provoquera son appréciation sur un candidat quelconque, il fera marquer au crayon rouge de la flétrissure les FF. : MM. : enfoncés dans le sectarisme ou convaincus d'hypocrisie répugnante, comme il y en a tant. Il fera écarter les personnalités vénales, même étrangères aux Loges, qui, dans ces dernières années, ont voté les lois les plus honteuses pour la civilisation moderne et qui, si on l'avait exigé d'elles, auraient été prêtes à déchaîner même la guerre civile, plutôt que de s'exposer à perdre une part des faveurs ministérielles (1).

Le Clergé est et sera toujours, passionnément, pour les honnêtes gens simplement dits et sans épithète, contre tous ces vagues et incolores candidats, adoreurs du Moi, pour qui l'on est clérical, dès qu'on semble croire sérieusement à la conscience, à la Patrie ou à un idéal quelconque. Il travaillera, enfin, à faire rentrer la franchise et le courage civique dans notre politique d'où la félonie et la veulerie maçonniques les avait lentement mais impitoyablement expulsés, comme des sentiments aussi absurdes qu'embarrassants.

Le Clergé n'imité pas tant de politiciens véreux qui mentent au peuple pour le gagner.

N'est-ce pas, en particulier, chose aussi comique que navrante de voir certains hommes du Parlement, de la presse et des

(1) Si l'on nous jugeait trop sévère pour le monde parlementaire, surtout pour les hommes qui, par principe, sont toujours de la majorité, qu'on médite ce petit morceau extrait de *la Lanterne*, qui doit connaître, au moins, les siens. Nous l'extrayons d'une violente tirade qu'elle dirigeait, le mois dernier, contre le scrutin d'arrondissement, auquel nous devons la Chambre actuelle : « C'est, dit-elle, la démoralisation la plus complète, le marché de tous les cynismes, la foire de toutes les friponneries. C'est le scrutin du rapport, c'est l'élection faussée, viciée dès son origine.

» Le député ainsi élu n'a ni indépendance ni dignité.... Il n'est, en définitive, qu'un courtier de basses besognes.

» Assez de ces Parlements de serviteurs, plus assidus dans les anti-chambres ministérielles qu'à la Chambre. »

ligues diverses se réclamer du radicalisme et du socialisme, alors que toute leur vie n'est qu'une longue et perpétuelle protestation contre tout ce que ces mots expriment ?

Qu'ils soient radicaux ou socialistes, c'est leur affaire ; mais, de grâce, quand ils s'appliquent ces étiquettes au front, qu'ils ne s'en servent pas pour cacher un mensonge, et qu'alors ils déclarent clairement et tout au long à leurs électeurs en quoi consistent les prétentieuses et hasardeuses théories dont ils se réclament.

Mais non, ils se présenteront sous couleur avancée, pour se donner des allures d'indépendance, de modernisme, de servilité populacière ; et, simultanément, dans leurs tête à tête avec les paysans, les commerçants, les curés eux-mêmes, ils se vanteront, quand cela leur est utile, de leur modérantisme extrême, de la piété de leur femme, voire même de leurs antécédents religieux personnels (1)... Evidemment, à considérer tant de politiciens riches, bien apparentés et fréquentant les gens d'église, qui se prétendent radicaux et socialistes, le peuple, toujours simpliste, ne peut qu'être égaré sur ce que peuvent signifier ces mots, et, quand il vote ensuite, voter tout de travers. La vérité, c'est qu'il est circonvenu par une foule de barnums politiques qui se moquent de lui et qui, avec une cynique cruauté, le font, tout le temps, sourire et goûter au poison, en attendant qu'ils s'en servent pour le tuer.

Eh bien, il faut que toutes ces sinistres comédies, toutes ces basses trahisons prennent fin. Et, n'en déplaise aux gens qui ont l'horreur native des remèdes efficaces, ce n'est qu'une bonne poussée de christianisme, c'est-à-dire, en définitive,

(1) Nous ne désespérons pas de voir un jour ou l'autre tonte la pitoyable et plate coterie des arrivistes qui nous tient prisonniers de ses mensonges, rencontrer, sur le chemin de l'histoire contemporaine, son Sardou ou son Emile Augier. La satire aura beau jeu pour la mordre et pour provoquer contre elle le rire méprisant du peuple enfin désabusé. Il se vengera ainsi pacifiquement et à la bonne gauloise de ses vaniteux exploiters, et il aura bien raison. Quel inépuisable thème à comédie ne trouvera-t-on pas, surtout, chez tous ces FF.. MM.. que les derniers événements ont exhibés en de si singulières postures ! Si l'Ecriture, dans son style imagé, nous dit quelque part que le Seigneur se rira de ses ennemis, c'est bien, sans doute, pour nous autoriser à le faire nous-mêmes, quand une bonne occasion comme celle-ci s'en présente.

d'action sacerdotale qui les fera cesser. Les autres remèdes ont une influence que nous ne nions pas, que nous appelons même de tous nos vœux, mais celle qui vient de là, seule, sera décisive.

Puissent les honnêtes gens de tous les partis s'en convaincre et n'en pas refuser l'application par un sot respect humain, fruit fatal de l'ambiance maçonnique ! Il y va probablement du salut du pays, qu'ils aiment, et dont ils poursuivent avec tant d'ardeur le nécessaire relèvement.

L'échec définitif des catholiques est impossible.

Mais si nous échouons, qu'arrivera-t-il ? Ne payerons-nous pas trop cher la faute d'avoir obéi à la dangereuse tentation de nous mettre en avant ?

D'abord, notre conviction, c'est que l'échec n'est pas si probable qu'on pourrait le croire.

Il faut observer, en effet, qu'une intervention sérieuse du Clergé, qui n'eût pas été comprise de l'opinion, il y a vingt ans, a toutes chances de l'être cette fois.

N'est-il pas avéré, aujourd'hui, que les Chambres, depuis quelques années, ne s'occupent plus guère, et toujours avec haine et malveillance, que des questions religieuses ? Or, le suffrage universel perçoit très bien certains grands éclairs qui illuminent tout à coup une vaste situation comme la nôtre. Aussi n'ignore-t-il pas et songe-t-il, avec tristesse et anxiété, que la Religion, sa Religion, court, en ce moment, de réels dangers. Ce sera donc certainement sans surprise ni scandale qu'il verra ses prêtres, dans de telles circonstances, la défendre contre ses pires ennemis. C'est aussi sans hésiter qu'au lendemain d'une défaite il veillerait à les protéger contre la rancune des politiciens vainqueurs qui essaieraient de se venger durement des bons citoyens qui, ayant eu l'audace de se garder contre eux, leur auraient disputé la victoire.

Ensuite, nos hommes publics du jour, je tiens à en faire l'observation, méconnaissent beaucoup trop l'abondante réserve de catholicisme qui sommeille par atavisme au tréfonds de

l'âme française, et ils ne songent pas assez aux désenchantements qu'elle ménage à leur anticléricalisme intempérant et forcené.

Un revirement est et demeure donc chose fort possible, chose probable même. Que les catholiques veuillent bien s'entendre (ce qui se fera nécessairement sous l'influence de la persécution aiguë), qu'ils se décident à donner avec vigueur dans l'action, et les chances de succès sont assez sérieuses de leur côté pour leur permettre d'engager la grande bataille.

Pour ma part, je ne crains pas de le dire, je crois absolument à la victoire finale. Elle se fera attendre plus ou moins longtemps, mais sûrement nous l'aurons. Quant à dire que ce sera pour 1906 ou pour plus tard, je ne le puis. En tout cas, si les événements me donnent prochainement raison, tout sera pour le mieux, car on sait que, sur les champs de bataille politiques, comme sur les autres, le succès est le signal de l'affranchissement et de la générosité pour les frères d'armes et pour tous les alliés.

Si, au contraire, nous sommes défaits, eh bien, nous ferons face de nouveau à la tempête avec bravoure, et, cette fois, dans la meilleure des postures.

Nous aurons lutté, en effet, non pas pour un homme, non pas pour un parti nécessairement étroit, mais pour la France et pour la Religion toutes seules. On nous frappera violemment et on nous frappera pour cela, ce qui engagera la persécution sur un terrain splendide où les forces catholiques ne peuvent que trouver la victoire à brève échéance, dans un pays de suffrage universel et de presse libre comme le nôtre. Ce sera reculer d'une étape la délivrance, mais ce sera en assurer davantage l'avènement et en élargir grandement les résultats.

Il ne faut pas surtout que nos adversaires s'imaginent que nous, catholiques français du xx^e siècle, nous soupirions après le martyre des siècles de Néron, de Robespierre ou de Tu-Duc. Tendre ainsi le col au glaive des légionnaires ou au couperet des révolutionnaires, nous semble une façon beaucoup trop commode de gagner le Paradis. Nous trouvons aussi glorieux, et peut-être plus méritoire et plus utile, socialement parlant, de vendre chèrement notre vie et de

lutter pied à pied, parmi les incidents de chaque jour, dans les salles de réunion et devant les urnes. Et c'est ce que nous ferons, je puis leur en donner l'assurance (1) !

Ils auront cru tuer le catholicisme français en fabriquant quelques mauvaises lois de savante et hypocrite intolérance et en affamant le clergé ; leur échec sera pitoyable. Ils auront voulu être terribles ; ils n'auront été que ridicules. Pour avoir vraiment raison du catholicisme chez nous, il n'y a qu'un moyen, c'est de tuer la Patrie elle-même. Or, s'il y a des FF. MM. qui ont rêvé de ce coup, dans leur haine satanique de la France chrétienne, celui qui doit le porter n'est pas encore né, et les Loges peuvent soupirer quelques bons lustres après ce Messie d'un nouveau genre, avant d'en saluer l'apparition de leurs batteries d'allégresse.

Un grave obstacle à l'union, pour la victoire, de tous les honnêtes gens.

Disons, en terminant, que l'un des plus grands obstacles au succès de la campagne que nous conseillons, c'est certainement la répugnance profonde mais injustifiable qu'éprouvent, non pas les populations, mais les vieux états-majors du parti modéré à tendre la main aux catholiques.

Une certaine ambiance voltairienne persistante dans notre bourgeoisie, les rabâchages anticléricaux des mille organes

(1) Il est évident que si, en 1906, les *modérés* sont vaincus, c'est le clergé surtout qui sera la victime des sectaires triomphants.

Les suppressions de traitement, sans parler du reste, tomberont dru sur lui comme les feuilles en automne, un jour de tempête.

Nous le savons et nous sommes prêts à subir ce nouvel assaut de l'arbitraire et de l'injustice. J'ajoute que ce n'est pas avec découragement et dépit que nous verrons venir ces exécutions, c'est avec enthousiasme et fierté. Nous souffrirons, c'est entendu ; mais nous serons bien payés de notre peine par la pensée de la noble cause à laquelle nous nous serons sacrifiés, et par le *réveil catholique* de nos populations qu'une lutte franche, saine et patriotique aura enfin provoqué. Et puis, ce sera même un profit pour nous tous, prêtres et fidèles, que de faire, par ces épreuves, l'apprentissage de la dénonciation du Concordat. Ce sera comme la répétition générale, très utile, de la grande bataille prochaine.

de la maçonnerie, la crainte, bien illusoire d'ailleurs, d'être dominé ensuite par l'influence catholique, tout cela met du gravier dans les rouages de la machine politique qui, tout à l'heure, serait prête à partir et à nous entraîner, nous, honnêtes gens de tous les partis, vers une belle et féconde région de pacification nationale.

Le péril commun qui commande l'union et que seuls les catholiques peuvent conjurer.

Il faut, cependant, que l'alliance se fasse entre ces honnêtes gens et nous, car rien de solide ne s'édifiera dans notre pays, vu son tempérament propre et ses tendances chrétiennes indéracinables, si l'on refuse de marcher avec les catholiques. Quel est, en effet, le gros nuage noir qui monte plein de menaces à notre horizon national, depuis quelques années ? De l'aveu de tous, *c'est le Socialisme*. Or, qui donc, en dehors des catholiques, est capable de canaliser et d'endiguer le courant impétueux des aspirations auxquelles il a donné l'essor ? Qui donc est capable de satisfaire, tout à la fois sérieusement et prudemment, les nouveaux besoins qui s'en dégagent ? Personne en dehors des catholiques (1) !

(1) Les théories du Socialisme continuent d'attirer les masses ouvrières de la ville et de la campagne qui ne savent pas encore bien ce que ce mot veut dire ; mais celles qui ont eu le temps et le moyen d'y regarder d'un peu près, perdent beaucoup de leur enthousiasme premier. Certaines populations que la presse anticléricale surchauffe sans cesse se réclament encore assez spontanément du cri : « Ni Dieu ni maître » ; mais elles ne veulent plus de la formule pratique du collectivisme : « Pas de Dieu et rien que des maîtres. » Dans les pays où fleurissent les syndicats rouges, on voit, en effet, des choses qui, sous ce rapport, projettent une étrange lumière sur l'état social ouvrier de demain et qui instruisent les intéressés. Ne lisions-nous pas, ces jours derniers, dans une feuille belge, l'histoire navrante d'un ouvrier, père de neuf enfants, jeté sur le pavé, après quinze ans d'inscription au syndicat, pour avoir refusé de prendre à la boulangerie syndicale un pain qui rendait sa femme malade ? A Toulon et à Marseille, n'a-t-on pas vu la fraternité socialiste se manifester par des coups de feu et par des coups de couteau entre ouvriers ? Comme en Belgique et en Allemagne, éclairons largement nos gens sur les conséquences certaines du

L'Eglise détient par l'Evangile, son code immortel, la suprême formule de la vérité sociale, laborieux et sublime alliage de justice et de bonté ; elle a, de plus, l'ardent amour de l'ouvrier et des pauvres, avec ce je ne sais quoi de partial en leur faveur, que le Christ lui a enseigné et qui captive leur confiance. A cela, elle unit la défense courageuse de la richesse bien acquise et dignement possédée, le respect des hiérarchies naturelles, le culte de tous les véritables progrès moraux et matériels que suscite l'extrême activité de nos générations modernes.

Elle possède enfin, et elle sait communiquer à ses disciples une trempe si spéciale d'abnégation et de dévouement au bien commun, une capacité si étendue de transformabilité et d'adaptation à tous les états sociaux (la vérité restant sauve), que, mise en présence de telle hypothèse politique viable que l'on voudra, nul ne pourra jamais s'en accommoder comme elle et, quels que soient les sacrifices qu'elle impose, la supporter.

Croit-on, par exemple, que nos ploutocrates libres penseurs ou nos législateurs anticléricaux seront jamais de taille à soutenir contre l'Eglise le duel grandiose qui doit donner la victoire à qui saura, le mieux et le plus, s'immoler soi-même pour les autres ?

Si demain, en effet, les bourgeois qui se disent socialistes apprenaient que cette épithète, dont ils se font si facilement honneur, dût être pour eux, personnellement, à brève échéance, une cause certaine de ruine, ou même simplement de rude travail ouvrier, combien seraient-ils qui la garderaient quarante-huit heures ? Le grand chambardement qu'on se plait à nous prédire survenant, que verrait-on ? On verrait nos socialistes de parade émigrer à l'étranger par centaines avec leurs millions, tandis que les catholiques et leurs prêtres, eux, resteraient, et mieux que personne feraient bonne figure sous le régime austère, et, d'ailleurs, certainement éphémère, qui

régime socialiste, et, une fois qu'ils seront prévenus, les Jaurès, Béranger et Cie les trouveront peu accessibles à leur grandiloquence et à leurs peu coûteuses promesses. Quant aux progrès nécessaires et désirés, nous tâcherons, nous catholiques, d'être les premiers à les réaliser.

serait imposé au pays par l'arbitraire tyrannique de quelques égarés (1).

En résumé, les hommes intelligents et les patriotes sincères qui tremblent pour la France, en voyant nos gouvernants des dernières années multiplier leurs avances inconsidérées au collectivisme, l'unique vrai socialisme pour le peuple, et qui veulent enrayer un mouvement dont le dernier terme est la fin de la nation, ces hommes, ayant dans les mains, contre les soubresauts de l'âme populaire, un frein doux et fort comme le catholicisme, ne peuvent ni tenter de le briser ni même de le repousser ; ils doivent, au contraire, le garder en main et s'en servir. Leur haute et patriotique sagesse, en laquelle j'ai foi, me fait espérer qu'un jour la coalition générale des honnêtes gens de France se fera, acceptant, enfin, les catholiques et leur faisant une place franche et honorable dans leurs rangs.

Qu'en sera-t-il ? Je l'ignore. Mais je crois, cependant, que cela se fera. Le mouvement sera timide, d'abord, et accompagné de toutes sortes de mauvais procédés à l'égard des catholiques ; puis, comme ceux-ci sont patients, comme ils sont profondément désintéressés, comme ils sont prêts à tout sacrifier, leur conscience exceptée, pour sauver leur pays, comme, enfin, l'on constatera clairement qu'on ne peut pas se passer d'eux, on leur fera signe et ils arriveront.

(1) Si les coryphées du socialisme se résignaient, par amour du peuple, à partager leurs biens avec lui, comme les premiers chrétiens, et à vivre de sa vie, comme les franciscains du moyen-âge, on pourrait croire à la sincérité de leurs convictions socialistes. Malheureusement personne n'aime plus qu'eux l'infâme capital et ne s'entend mieux à le grossir. Témoin l'état suivant des fortunes socialistes que fort indiscrètement la presse indépendante nous citait, il y a quelques mois, à l'occasion du congrès d'Amsterdam : *Paul Lafargue*, 1,200,000 fr. ; *Van Kol*, 4,000,000 fr. ; *Vandervelde*, 4,800,000 fr. ; *Bebel*, 3,750,000 fr. ; *Singen*, 8,750,000 fr., etc. Pauvres naïfs ouvriers qui chassent ceux qui se dépouillent, les moines, et qui mettent à leur tête ceux qui s'enrichissent à leurs dépens, les ci-dessus millionnaires ! Et ceci n'est pas une simple et maligne boutade, car il est connu de tout le monde que les Chartreux, par exemple, dépensaient en libéralités le plus clair de leurs bénéfices, et non moins connu, aussi, que ces Messieurs de la Sociale les *Jaurès*, les *Berteaux*, les *Sembat*, etc., font tout le contraire.

Ce jour sera grand dans notre histoire et comme l'aurore d'une ère nouvelle, pleine de paix, d'honneur et de prospérité. Ce sera une belle page pour tous les fidèles enfants de la France et surtout, au premier rang parmi eux, pour le Clergé catholique, dont le sens juste des possibilités, la vigoureuse endurance et l'indéconcertable confiance dans le Christ, auront fait, une fois encore, le sauveur de la Patrie comme au temps des Sarrazins, des Huguenots et des Septembriseurs.

Le vrai chemin de la victoire catholique.

Cette espérance est belle ; mais c'est tout de suite et non demain qu'il faut prendre les moyens d'en faire une réalité.

Le moyen, c'est d'abord la prière, le recours à Dieu, je le sais, et des multitudes de fidèles l'ont mis en œuvre depuis longtemps déjà ; mais la prière ne nous porte pas malgré nous, ne nous contraint pas de marcher ; elle nous donne seulement la force d'aller de l'avant, de monter à l'assaut et de nous battre. Nous en avons besoin ; mais il nous reste à utiliser cette force.

Le moyen, c'est tout ce que nous venons de dire, au cours de ces pages et sans en rien retrancher.

C'est l'entrée des catholiques, visage découvert et l'âme sans peur, dans la politique pour pratiquer, là, leur devoir en revendiquant leurs droits. C'est leur union infrangible et le sacrifice total, sur l'ordre du Christ et de l'Eglise, de tout ce qui pourrait tant soit peu les diviser.

C'est leur activité sociale intense, fiévreuse et incessante ; c'est cela, qu'on m'entende bien, plus que tout le reste.

Il faut que le peuple, les ouvriers, les trouvent partout, eux et leurs prêtres, au premier rang de leurs amis ; il faut que, parmi ceux-ci, ils les considèrent comme les plus hardis par l'initiative et les plus pratiques par la sagesse et la fécondité de leurs entreprises ; il faut qu'ils les rencontrent dans les ligues agraires et commerciales, dans les syndicats de tout

nom, dans les coopératives et dans les Banques de crédit populaire, etc. (1).

C'est le déploiement d'un zèle ardent, industrieux, tenace dans l'apostolat par la presse, la conférence, le livre, l'image, même par le théâtre et, j'oserai le dire, par des refrains joyeux et « des couplets qu'on s'en va chantant ».

C'est une prodigalité princière au service de ces œuvres, l'or des riches et les sous des pauvres, coulant à flots, pour alimenter la noble entreprise.

Nous ne sommes plus à l'heure de construire seulement des chapelles et des écoles, à l'heure où l'on peut sans scrupule se payer des châteaux ou des bijoux inutiles, mais à celle de donner sans compter pour sauver la vie religieuse et nationale de la France.

Il faut que tous les Catholiques prennent ce chemin coûte que coûte.

Je sais bien que nombre de catholiques ont le plus vif désir qu'on les laisse tranquillement dormir, comme par le passé, qu'ils ont à leur usage toutes sortes de formules piétistes, sceptiques ou politiques, parfois même ironiques (simples raisons de paresseux, au fond), pour se persuader qu'il n'y a qu'à laisser les événements se développer, pour que tout s'arrange à la longue.

Libre à eux de ne pas se réveiller, au bruit de la bataille et à la voix de la raison, pour faire face bravement à l'ennemi qui cerne leur maison. Libre à eux de se poser en pacifistes entêtés et de se dérober au combat, j'y consens ; mais je les préviens qu'ils seront sacrifiés comme les autres et même plus vite que les autres.

(1) En Italie, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Amérique, partout le prêtre est étroitement mêlé à la vie sociale et civique de ses fidèles, non pour les mener malgré eux, ce qui serait le cléricalisme, mais pour être de cœur et de vie avec eux par la confiance et le dévouement mutuels. Les laïques chrétiens de ces pays considèrent comme *une énigme* la défiance de certains de nos « marguilliers » français pour le prêtre, en matière politique. Or, quelle est la meilleure attitude, la leur, qui leur a donné la liberté, ou la nôtre qui nous a chargés de chaînes ?

Nos adversaires, en effet, mis en goût par notre apathie et notre mollesse, ont juré, dans leurs Loges et dans leurs sous-loges, la ruine entière du Catholicisme. S'ils sont victorieux en 1906, les catholiques seront tous frappés, les résignés comme les combattifs; je veux dire que toutes leurs libertés religieuses seront immolées sans pitié et sans exception. Au point où nous en sommes, le clergé de France avec ses fidèles pourraient prendre à l'unanimité le parti de se faire les plus humbles et les plus petits possible, de se soumettre, sans mot dire, à tous les caprices anticléricaux des francs-maçons, que, même alors, pas un coup ne leur serait épargné pour prix de leur effacement. L'exécution du Catholicisme, en la supposant possible, aurait lieu, aussi haineuse, aussi prompte et aussi complète qu'après la plus belle et la plus héroïque défense. Leur sort serait le même avec le déshonneur en plus.

Il y aurait seulement un peu moins de bruit, parce que les victimes se tairaient et que leurs ennemis ne trouvant devant eux que des moutons résignés à tout, n'auraient, à la place de la colère bruyante des lutteurs exaspérés, que les nausées et la courbature des bourreaux écrasés de besogne. Ce serait, hélas ! l'unique et peu glorieuse différence.

Il fut un temps, peut-être, où les catholiques auraient rencontré une majorité de gauche prête à les défendre par un certain amour supérieur de la liberté en elle-même; ce temps n'est plus. Nous verrons quelques hommes de ce côté montrer, dans les débuts d'une discussion, la velléité de protéger dans nos personnes la liberté des autres; ce ne sera qu'une velléité et, à la dernière heure, la liberté sera mise en minorité, parce qu'il s'agira de la liberté des catholiques. On ne nous respectera que si l'on nous croit forts et dans la mesure où nous ferons peur, et ce serait folie de compter sur d'autres que sur nous-mêmes.

Il y a donc tout avantage à entamer la lutte avec ensemble, énergie et décision, surtout en restant sur le terrain du droit naturel et de la juste légalité, seul terrain que peuvent adopter les catholiques, terrain si solide et si favorable, d'ailleurs, où des hommes de tactique et de volonté peuvent aller si loin, tout en gardant le beau rôle.

D'ailleurs, même vaincus en apparence, ils resteraient vainqueurs.

Que nous soyons battus, ce qui, je le répète, est difficile à admettre, nous ne le serions certainement que pour une période relativement courte et d'une façon purement matérielle. Nous ne le serions que pour nous relever bientôt après, tandis que nos adversaires, eux, resteraient écrasés sous le poids de leur honteuse victoire. Ils auraient été les plus forts ; ils seraient devenus les maîtres et, au fond, c'est nous qui serions vainqueurs.

Nous le sommes déjà, d'ailleurs, oui, nous le sommes ! N'est-ce pas, en effet, un vrai triomphe pour nous, catholiques, de constater à quel point les événements et l'opinion donnent raison à nos doctrines ? Pouvons-nous, surtout, assister sans quelque dédaigneuse et piquante ironie au spectacle suggestif que nous offrent, en ce moment, les leaders de la Libre Pensée et de la Maçonnerie ? Tous ces gens là ne sont devenus quelque chose, dans le monde de la politique, qu'en se réclamant des droits de l'homme et de son indépendance absolue, et voilà qu'avec une désinvolture pleine de cynisme, à la face de l'univers écœuré, ils s'en vont prostituer leur libéralisme d'antan dans des débauches de sectarisme comme jamais l'histoire n'en vit à ses plus mauvaises heures.

Les *Aurore*, les *Humanité* et les *Dépêche* peuvent continuer leur entreprise commerciale d'antireligion, elles servent admirablement notre cause, et leurs colonnes deviennent pour nous l'arsenal de demain, où nous ne manquerons pas de puiser pour prouver aux loyales générations qui poussent que la Libre Pensée est une infâme comédie et la Maçonnerie un mauvais lieu, école tout à la fois de platitude, de vénalité et d'abjecte hypocrisie, ... ne parlons pas de délation !

Allons, courage, Messieurs Clémenceau, Briand, Buisson et Rabier ! car il faut du courage pour descendre si bas ; achevez de vous enfoncer dans la boue et de vous déshonorer par votre sectarisme ; vous faites excellemment nos affaires et ce

ne sont pas des paroles de haine que nous vous devons, mais de reconnaissance !

Oui, de reconnaissance, car, non seulement vous portez des coups mortels à l'anticléricalisme et vous nous vengez de votre propre main, mais, de plus, vous nous réveillez et vous nous régénérez.

Faut-il, pendant que je tiens la parole, vous dire tout ce que je pense ? Eh bien ! oui, je le dirai, dussé-je vous donner matière contre moi à quelque citation tronquée, comme vous avez l'habitude d'en faire. La vérité totale, la voici : c'est que la paix dont nous, catholiques, nous jouissions en France depuis cinquante ans, était en train de nous perdre ; cette paix et la protection émolliente de César annihilèrent nos meilleures qualités. Citoyens, nous ne l'étions plus ; hommes d'idéal et d'énergie, nous cessions de l'être ; trembleurs devant le Pouvoir qui menace et devant la souffrance, nous le devenions ; assoiffés d'argent, de confortable et de bonnes places oisives, nous commençons à l'être comme les vôtres ; et tout cela menaçait d'être pire pour nous, en fin de compte, et beaucoup plus dangereux que vos violences d'hier et que votre Kulturkampf de demain. Vous nous auriez laissés vivre sous ce régime quelque vingt ans encore (réserve faite d'une certaine élite), nous n'aurions plus été que des ombres de chrétiens, que la Maçonnerie, d'un souffle, eût renversés et anéantis. Voilà, désormais, que vous nous persécutez ouvertement et à fond ; allez de l'avant, Messieurs les faux libéraux ! allez ! si ce que vous faites est illégal, criminel et odieux, c'est de la bonne besogne pour nous. Notre salut est, certainement, au bout, salut politique, j'entends, autant que moral et surnaturel !

Mais si c'est notre salut et celui de la France en même temps, ce ne sera pas le vôtre, car la logique providentielle des événements veut que le triomphe des uns soit, ici, le glas qui annonce la ruine des autres.

Vous pouvez donc profiter, comme le Balthazar des temps jadis, de ce que vous êtes à table pour l'instant, et vous saturer de grand luxe, vous griser de pouvoir, vous donner la joie capiteuse de faire pleurer des femmes, des pères de famille et de vieux prêtres ; cela ne durera pas toujours... Vos

moments, en effet, sont comptés. Déjà je vois briller sur les murailles de la salle du festin les mots fatidiques qui firent blêmir le vieux jouisseur dont l'histoire reste toujours jeune...

Quand la violence et l'idée sont en lutte, (l'ignoreriez-vous ?) ce n'est pas la violence ordinairement qui l'emporte, c'est l'idée, surtout quand l'idée se nomme le Christianisme. Aussi, au lieu de blasphémer ou de ricaner comme vous le ferez probablement en me lisant, vous agiriez plus sagement en songeant à l'issue de tous les bouleversements dont vous prenez si follement l'initiative et la responsabilité.

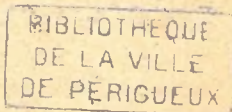
Un dernier mot sur le sort que l'opinion va réserver à cette modeste brochure, d'allure un peu insolite et hardie, je l'avoue. Sera-t-on bienveillant pour elle ou sera-t-on sévère ?

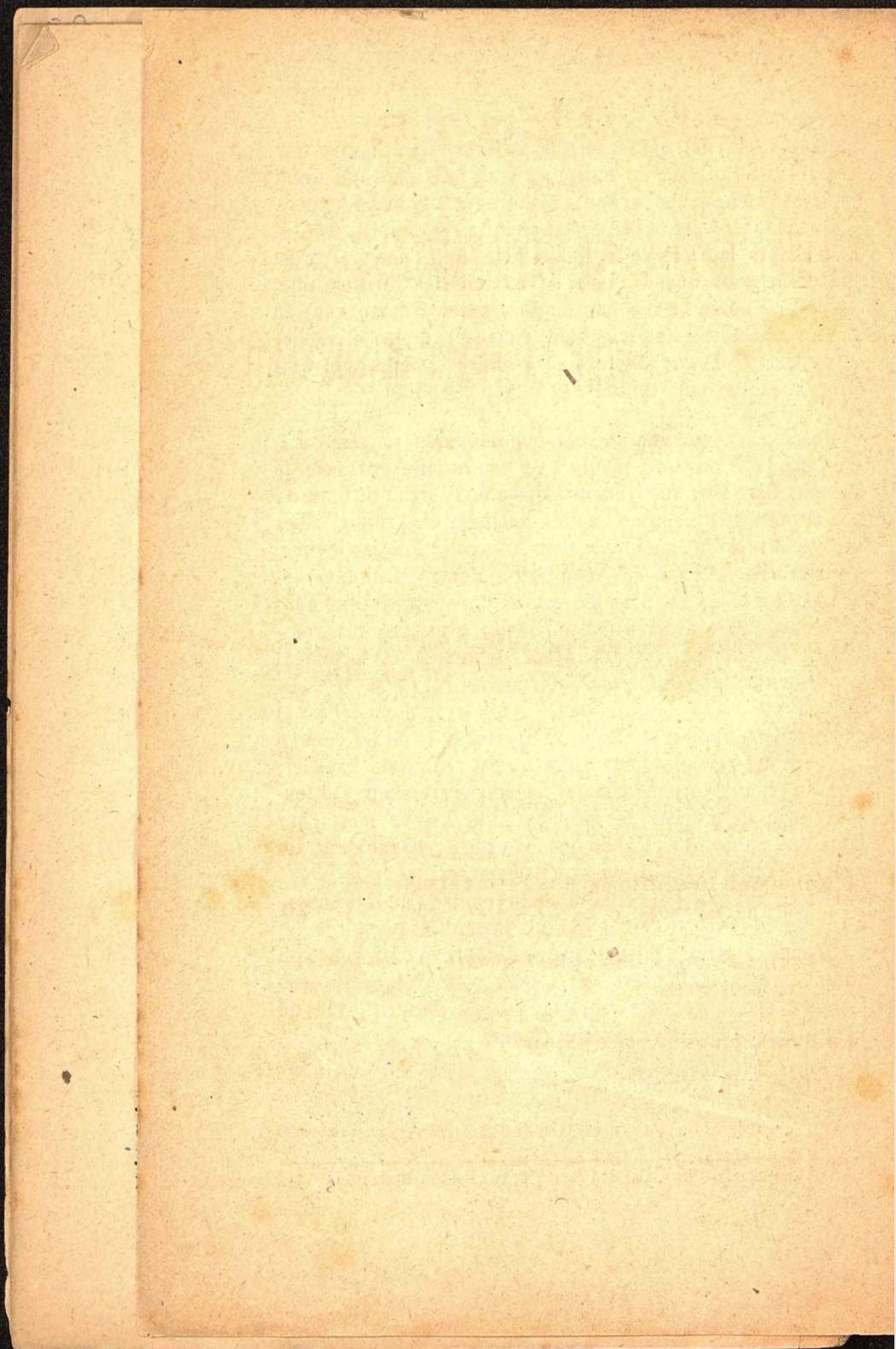
J'ai prévu des critiques et des louanges. Les unes, assez mal motivées, n'étaient pas pour m'arrêter, ni les autres, pour m'attirer. Je me suis simplement demandé si, dans les temps singuliers et dans les graves circonstances que nous traversons, il y avait utilité et devoir à parler ; ma conscience de citoyen français ayant nettement et fortement répondu à cette question par l'affirmative, j'ai parlé.

L'on me saura gré, je pense, de la façon dont je l'ai fait et spécialement de mes efforts d'impartialité et de ma réserve à l'égard des personnes en charge. Si j'ai cru devoir flageller, chemin faisant, certains vices et certains égarements, j'ai toujours évité de préciser les responsabilités, si ce n'est pour ceux qui, au su et vu de tous, se glorifient, chaque jour, du mal qu'ils font et des ravages qu'ils exercent.

Maintenant que j'ai protesté de la rectitude de mes intentions et dit l'espoir fondé qui m'a inspiré ces pages, je les livre aux caprices toujours pleins d'imprévu d'un vent qui souffle en tempête, demandant à Dieu pour elles sa bénédiction et désirant, pour les lire, des Français d'esprit loyal, de cœur noble et d'âme vaillante et résolue.

Périgueux, 8 décembre 1904.





EN VENTE

AUX BUREAUX DE

LA LIGUE DE DÉFENSE NATIONALE

CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE

35, Quai Voltaire, Paris, VII^e.

La Bastille, journal hebdomadaire illustré.

Abonnement : 7 fr.

Le devoir des Femmes Françaises, bulletin bi-mensuel.

Abonnement : 6 fr.

Circulaire n° 3, par COPIN-ALBANCELLI, avec gravure.

1 fr. le cent.

La Franc-Maçonnerie devant la nation française,

par COPIN-ALBANCELLI.

15 c.

L'Héroïsme héréditaire des Françaises,

par André BARON.

20 c.

La Franc-Maçonnerie et la Terreur,

par Louis DASTÉ.

20 c.

Le Franc-Maçon, voilà l'Ennemi !

par M^{sr} DELAMAIRE.

20 c.

*Sur les Brochures, des remises sont faites pour les commandes
par quantités.*

ACTION CATHOLIQUE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DE L'ORGANISATION CATHOLIQUE

Adresser toutes souscriptions, demandes, communications à M. Francis CAMBUZAT, docteur en droit, ancien magistrat, 14, rue de l'Abbaye, Paris, VI^e arrondissement.

L'*Action Catholique Française* a pour programme les paroles de Pie X dans sa première Encyclique, et tous ses efforts tendent à réaliser les désirs du Pape en fondant le « parti de Dieu ».

Toute souscription d'au moins *Trois francs* donne droit à la réception du *Bulletin*.

Prix du Numéro : **25** centimes.

Un numéro spécimen est envoyé gratuitement sur demande.